

Le bourrin

Macron est à l'art de la politique ce qu'un CRS est à la pratique du menuet : un bourrin. Quand il veut imposer ses diktats, il « bourrine ». Du « rentre-dedans » froidement pensé comme une stratégie qui ne doit, surtout pas, s'encombrer de finesses. Une brutalité qui compte pour négligeables les blessures physiques et les traumatismes moraux qu'elle provoque. La méthode est éprouvée : il s'agit de frapper fort et rapidement afin de provoquer sidération, défaitisme et renoncement. Macron y excelle. Aujourd'hui, les cheminots en font l'expérience. Ils résistent et nous devons les soutenir, financièrement mais tout autant par la lutte. D'ailleurs, ils ne sont pas seuls. D'autres secteurs bataillent aussi : postiers, étudiants, agents hospitaliers et bien d'autres. Ils sont parfois mobilisés depuis plusieurs semaines. Mais ils le font en ordre dispersé. Cet éparpillement, nous devons le surmonter.

Pour les salarié-e-s de l'Éducation, il est grand temps. Avec « Action publique 2022 », Macron et Blanquer sont sortis du bois. Ils ne donnent pas dans la demi-mesure : suppression de 50 000 postes, recours massif à la précarité, individualisation des rémunérations pour faire de l'École un champ clos où toutes et tous seront en compétition. Le paradis néo-libéral ! Et ce n'est qu'un début.

Le bourrin et sa bande espèrent que chacun attendra pour réagir le moment où les premiers coups lui seront portés. Détrompons-le ! Il n'y a plus à tergiverser. Car, ne pas se mobiliser aujourd'hui, c'est perdre à coup sûr, dès demain.



Sommaire

Page 1 : édito

Page 2 : *Parcoursup : l'usine à gaz et à tri social*

Page 3 : *Parcoursup - Premier anniversaire du premier de cordée.*

Page 4 : *Premier anniversaire du premier de cordée - Bienvenue dans l'école libérale : deux exemple anglo-saxons.*

Page 5 : *L'école au rabais (suppressions de postes)*

Page 6 : *Agenda - Solidarité avec les grévistes de la faim de l'hôpital du Rouvray.*

Parcoursup : la sélection puissance 10 est en marche

La ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal avait promis qu'aucun.e lycéen.ne se retrouverait sans orientation à l'issue de Parcoursup'... En fait, au soir du 22 mai, avec les premiers « résultats » de Parcoursup, près de la moitié des lycéen.nes n'ont aucune réponse positive, et la majorité d'entre eux-elles sont « en attente ».

Les retours montrent de grandes inégalités dans les taux de réponses positives obtenues entre les différentes voies du lycée (générale, technologique et professionnelle) mais aussi entre les établissements. En éducation prioritaire on est parfois à moins de 20% de réponses positives. La mise en concurrence des différentes filières et des lycées bat son plein. L'an dernier, 150 000 lycéen.ne.s n'avaient eu aucune réponse à la première phase, ce qui était déjà énorme. Aujourd'hui, 400 000 lycéen.ne.s n'ont que des réponses « en attente » ou « non ». Soit 27 % de plus sans orientation ! Le gouvernement a délibérément choisi de décourager les élèves les plus fragiles, souvent issu.e.s de familles modestes, qui risquent de renoncer à force d'être placé.e.s sur des listes d'attente pendant des semaines voire des mois sur les formations demandées. C'est donc bien d'une forme de ségrégation sociale pour l'accès aux études !

Les remontées récoltées par la fédération SUD éducation via le formulaire mis à disposition des enseignant-e-s et lycéen-ne-s ont permis d'établir sur les 150 premières classes de terminale que :

- 61 % des élèves n'ont aucune réponse positive en filière technologique.
- 65 % des élèves n'ont aucune réponse positive en filière professionnelle. Au lycée Jean Renoir de Bondy, on trouve même une classe de terminale technologique dans laquelle 100 % des élèves n'ont aucune réponse positive ! De plus, sur les élèves ayant reçu au moins une réponse positive, plusieurs ont obtenu des... formations à distance ! Sans compter les vœux très loin des souhaits de l'élève, placés par « sécurité ».

Une usine à gaz et à tri social

Les professeurs principaux de Terminale n'ont pu accéder à la plate-forme le 22 mai qu'après 23 heures et l'application ne permet pas d'afficher les propositions par classe pour en discuter avec les élèves et les équipes pédagogiques. Le 23 mai au matin, l'accueil et l'information des élèves s'est faite dans des conditions chaotiques, les derniers textes fixant les modalités d'affectation étant parus moins d'une semaine avant les résultats et les dernières informations des rectorats ayant été transmises juste avant le week-end précédent... tout ceci à un mois des premières épreuves du Bac !

Les lycéen.nes sont assommé.e.s, découragé.e.s et en colère. Après des mois de communication gouvernementale sur le choix des jeunes, leur maîtrise des parcours, la fin du tirage au sort, tout le monde se retrouve face à la dure réalité : il n'y a pas les places suffisantes pour accueillir chacun.e dans une formation post-bac correspondant à ses choix d'orientation... Les affichages de ce type sont terriblement anxiogènes : « Vous êtes pour le moment en liste d'attente, votre position dans la liste : 13859, le nombre de candidats en attente : 14025, le nombre de places dans la formation : 640 ». On nous a annoncé la transparence, mais nous ne pouvons obtenir les critères retenus localement pour départager les candidat.e.s : pondération des moyennes en fonction du lycée d'origine, prise en compte des notes jusqu'à plusieurs décimales après la virgule et ceci malgré l'avis de la CNIL sur l'obligation de publier les algorithmes locaux.

Dans l'académie de Rouen, des témoignages saisissants ont été recueillis sur la façon dont les élèves ont été « classé.e.s », selon le lycée dont ils et elles proviennent. Les lycéen.ne.s, lors de la saisie de leurs vœux, n'avaient pas connaissance du fait que les filières en tension à l'université de Rouen étaient passées de 4 à 8 et que les rectorats imposaient des quotas de places « hors académie », tellement faibles que les vœux hors académie sont presque systématiquement voués à un refus.

(Suite en page 3)

Au-delà des modalités anxiogènes de « parcoursup », il semble indispensable de rappeler que c'est d'un plan d'urgence pour l'enseignement supérieur que le pays a besoin ! Il n'est plus possible de continuer à gérer les flux d'étudiants en augmentation rapide (+20 % entre 2011 et 2018 à l'université de Rouen par exemple) à moyens constants ou presque.

Plus que jamais, Sud Education se prononce pour :

- **L'abrogation de la loi « Orientation et réussite des étudiants » et « Parcoursup ».**
- **Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire.**
- **Le maintien des Centres d'Information et d'Orientation.**
- **Pour un plan d'urgence pour les universités, dès la rentrée 2018. Il faut un investissement de 3 milliards par an pendant 10 ans dans l'enseignement supérieur et la recherche !**

Des lycéen-ne-s, parfois avec leurs parents, ont manifesté, bloqué leur lycée dès les premiers résultats de Parcoursup. Ils ont raison. C'est partout qu'il faudrait généraliser ces manifestations de colère. L'approche des épreuves du Bac et des vacances seront sans doute un obstacle mais que personne n'en doute, si l'explosion n'a pas lieu d'ici la fin juin, c'est dès la rentrée que la mobilisation sera de nouveau à l'ordre du jour. Parents, enseignant-e-s ; lycéen-ne-s, étudiant-e-s, tous et toutes ensemble nous devons combattre l'ensemble de la politique du gouvernement Macron contre l'école publique, dont les conséquences catastrophiques seront également le développement de nouveaux marchés pour le secteur privé éducatif.



Premier anniversaire du premier de cordée

Cette première année ne représente pas un changement d'orientation radical par rapport aux quinquennats précédents mais une accélération et une accentuation des politiques libérales.

Avec une doctrine principale : favoriser la toute petite frange, riche, de la population (celle représentée par les membres du gouvernement) tout en fragilisant encore plus la situation de tous les autres (conditions de travail, statut, aides sociales, salaires, service public, accès à la santé, transport, sélection à l'université...).

« Les riches » seraient les premiers de cordée, capable de nous tirer vers des sommets de félicité...

Grâce à eux nous pourrions participer (d'en bas bien sûr) au monde de la concurrence totale à tous les niveaux, de la précarité, du délit de solidarité, de la chasse aux migrants, de la chasse aux chômeurs, de la formation d'une main d'œuvre flexible et bon marché, d'une Éducation Nationale répondant aux demandes du marché du travail... Ce chemin, il n'est pas sûr que beaucoup d'entre nous veuillent le suivre.

Petit récapitulatif des mesures gouvernementales (non exhaustif):

- **Fin de l'impôt sur la fortune et hausse de la CSG**
- **Réforme du code du travail par ordonnances**, facilitant les procédures de licenciement, autorisant les licenciements abusifs moyennant finances et réduisant la place

des syndicats et des instances de représentation du personnel.

- **Réforme de l'assurance chômage**, plus de contrôles et désignation à peine voilée des chômeurs et chômeuses comme des fainéants et fainéantes

- **Baisse des A.P.L.**

- **État d'urgence suspendu** mais dont la majorité des éléments est maintenant inscrite dans la loi courante.

- **Criminalisation de l'aide aux migrants** et politique migratoire répressive, restrictive et raciste.

- **Circulaire Collomb** : tri dans les centres d'hébergement d'urgence entre les Français et les autres...

Projet de loi Collomb :

- Augmentation des reconduites à la frontière des déboutés du droit d'asile.
- Réduction du délai de recours de 1 mois à 15 jours .
- Incarcération en centre de rétention prolongée à 3 mois.

- **Pour la fonction publique**, l'ancien ministre de l'Économie a prévu la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat, un recours accru aux contractuels et une rémunération individualisée basée sur le mérite.

- **Parcoursup pour organiser la sélection** après le Bac, celui-ci n'étant plus reconnu comme le premier diplôme universitaire. Actuellement, des centaines de milliers de futurs bacheliers savent qu'ils n'ont pas pour l'instant d'affectation, et ceci avant de passer les épreuves du Bac...démotivant, angoissant ...

(suite en page 4)

- **Réforme de la formation professionnelle, de l'apprentissage**, visant à faire le tri social de façon précoce entre la future main d'œuvre bon marché et la main d'œuvre plus qualifiée.

- **CP dédoublés à moyens constants** et avec une méthode d'apprentissage définie, ce qui réduit la liberté pédagogique des enseignants et qui consacre le manque de moyens comme étant la norme de fonctionnement dans les autres niveaux.

- **Réforme ferroviaire**, ayant pour objectif la privatisation de la SNCF (et donc la fin du service public des transports, avec une dégradation voire une suppression de certaines lignes non rentables) et la casse du statut des cheminots, visant ainsi à briser un bastion de contestation avant la future réforme des retraites qui s'annonce radicale.

Les luttes !

La question pour bon nombre d'entre nous n'est plus de savoir si l'action de Macron et de son gouvernement est bonne, mais plutôt s'il est possible de la stopper et comment faire.

Dès le début, une forte contestation s'est exprimée dans la rue à l'automne contre la casse du code du travail. En parallèle, quelques journées de grève éparpillées mais importantes dans la Fonction Publique se sont déroulées et sont encore prévues.

Localement se poursuivent des luttes longues à la poste dans le 92, dans l'Éducation Nationale en région parisienne, dans le secteur hospitalier, dans le social, dans la grande distribution (Carrefour) et dans de très nombreuses entreprises partout sur le territoire.

Une partie a obtenu satisfaction complète ou partielle,

par exemple :

- Les ouvrières et ouvriers de l'entreprise SaMSIC qui travaillent sur le chantier des archives

- Victoire aussi des ouvrières d'ONET qui assurent le nettoyage de la gare du Nord. Elles ont obtenu la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications (salariales, sur les conditions de travail, etc.)

- Grève victorieuse à la polyclinique de Cholet, sur les salaires, les effectifs, les conditions de travail.

La question de la convergence des luttes est posée clairement depuis quelques mois, avec en particulier la longue lutte des cheminots qui vient s'ajouter aux mobilisations étudiantes, à l'évacuation de la ZAD de Notre-Dame des Landes, aux luttes multiples mais dispersées.

Dans l'Éducation Nationale, le statut va être mis en cause, la rémunération au mérite est déjà en discussion. Le tri social que l'on veut nous imposer est difficilement supportable et nous le rejetons. Les conditions de travail (salaires, effectifs) se dégradent...

Le repli individuel en essayant de passer entre les gouttes ne marchera pour personne, il n'y a que l'action collective qui peut nous permettre de résister.

Cette première année Macron est une attaque libérale d'ampleur. Sous le prétexte que la nation serait une entreprise qui se doit d'être compétitive, attractive et donc rentable, nous devons être des citoyens rentables...

Alors forcément, dans l'enseignement public, la rentabilité ...

Le premier de cordée risque bien de dévisser et il ne devra pas compter sur nous pour retenir sa chute, nous couperons la corde !

Bienvenue dans l'école libérale : deux exemples anglo-saxons

Premier stade d'une privatisation de l'éducation : au Royaume-Uni

Voici ce qu'a découvert une collègue en stage d'immersion dans un établissement public du second degré dans le Sussex : des enseignant.e.s multi-tâches présent.e.s de 8h30 à 16h ou 17h cinq jours sur sept, avec une pause déjeuner de 30 mn, avec encore des cours à préparer et des copies à la maison. Voilà une journée-type : prise en charge des élèves pour enseigner et relayer des informations administratives, remplacement au pied levé d'un.e collègue absent.e, encadrement d'activités périscolaires pour certain.e.s, surveillance des études et des récréations à tour de rôle (il n'y a pas de service de Vie scolaire), accomplissement de tâches administratives, réception des parents, encadrement des ramassages scolaires. Qui dit changements de rôles dit changements de tenue : costume deux pièces, gilet jaune, tenue sportive, déguisement de théâtre ... Tout ça en quelques heures, c'est de la polyvalence aiguë !

Vous vous rappelez le slogan de Sarkozy : « *travailler plus pour gagner plus* » ? Certes, les salaires des professeurs britanniques sont entre une fois et demie et deux fois plus élevés que les nôtres (rémunérations divergentes selon le « mérite », pour plus de servilité bien sûr !), mais la polyvalence et le surcroît de travail dans les établissements outre-Manche sont tels que, à leur corps défendant, la qualité de leur enseignement

s'en ressent. Les conditions de travail de ces enseignant-e-s, tou-te-s non-fonctionnaires et recruté-e-s sur CV et entretien, sont dures et harassantes. Nombre de collègues britanniques souffrent régulièrement de burn out !

Deuxième stade : aux Etats-Unis.

Dans l'article du *Monde* de Stéphanie Le Bars du 19 mai 2018, on peut lire le récit de ce qu'est le quotidien dans les écoles publiques de Caroline du Nord. Malgré une interdiction de faire grève, les enseignant.e.s n'ont pas repris le travail le 16 mai pour protester contre la casse de leurs écoles avec pêle-mêle : aucun budget pour les activités scolaires (donc financées avec les deniers du personnel), aucun manuel scolaire, cumul de deux « jobs » pour boucler les fins de mois, etc...

Cette résistance s'explique par un ras-le-bol bien compréhensible et l'existence de luttes similaires dans d'autres états américains, qui ont permis de satisfaire certaines revendications.

Voilà le modèle sociétal que les Macron et Blanquer rêvent de mettre en place : la charge de travail alourdie, le statut précaire et la polyvalence à la britannique avec le salaire à l'américaine.

A contrario, SUD Éducation revendique la réduction du temps de travail en présence des élèves pour : mieux prendre en charge la difficulté scolaire, organiser collectivement l'enseignement et la vie dans l'établissement, suivre une formation continue, le tout dans l'intérêt de l'élève.

Projet Blanquer-Macron : l'école au rabais

50 000 suppressions de postes dans la Fonction publique d'État d'ici 2022 !

On pensait l'ère Sarkozy révolue : que nenni ! Il revient travesti en « LREM », Le Roi Emmanuel Macron. Hollande n'a pas compensé les pertes précédentes, et Macron reprend l'œuvre de destruction à son compte.

Déjà, la rentrée 2018 verra son cortège de suppressions de postes aux concours par rapport à 2017. Un tableau parlant :

Concours externes	2017	2018	Baisse en postes	Baisse en pourcentages
1 ^{er} degré	13 001	11 840	- 1 161	- 20% académie de Rouen
2 nd degré	13 475	10 895	- 2 580	- 19,15% au national

Conséquences : des classes plus chargées, des dédoublements supprimés, des options non financées.

1er degré

Les CP dédoublés seront financés grâce au déplacement des titulaires « brigades » (déjà en nombre insuffisant) et des maîtres en surnombre (PDMQDC) qui permettraient de lutter contre l'échec scolaire. Ce sont les écoles hors REP et les écoles rurales qui vont payer le plus lourd tribut par des classes multi-niveaux et des fermetures de classes.

2nd degré

La réforme du Bac lui ôte son caractère de diplôme national et de premier grade universitaire. Au même titre que la réforme des lycées, elle fait faire des économies en supprimant des postes de professeur-e-s dans les lycées.

École inclusive, oui mais...

L'inclusion d'élèves à profils particuliers doit s'accompagner de solides moyens humains et matériels. Or tel n'est pas le cas et les personnels gèrent des situations compliquées, ce qui génère beaucoup de stress et de fatigue, voire des démissions...

Enseignement professionnel

Les contre-réformes successives menacent la voie professionnelle au profit de l'apprentissage. Pour SUD Education l'enseignement professionnel doit rester la prérogative de l'Éducation nationale !

Disparition des CIO et des DRONISEP (Directions Régionales de l'ONISEP)

Se prépare le transfert aux régions des missions d'orientation, à commencer par ses personnels. C'est la fin de l'égalité sur le territoire national au profit du clientélisme et de l'adaptation de l'orientation et de la formation au marché de l'emploi local. La fermeture des CIO c'est la fin de l'accueil de proximité par des agents publics qualifiés et impartiaux au profit d'offices et start-up privées.

(Suite en page 6)



La précarité pour les personnels

Aujourd'hui un personnel sur quatre est contractuel. Pour Macron et Philippe, le statut de fonctionnaire doit être aboli et remplacé par des CDD et des CDI. Désormais la Loi El Kohmri et les ordonnances Macron ont fait du CDI un « contrat de projet », c'est-à-dire un CDD amélioré, pas plus.

120 000 suppressions de postes dans tous les services publics

C'est la politique d'austérité qui continue et la saignée qui reprend, avec des services publics présents et à venir au rabais, réduits à la portion congrue, sur lesquels des organismes privés lorgnent avec concupisance.

La Loi Travail 2 contient aussi la disparition des CHSCT dans le but de réduire le contrôle des organisations syndicales.

SUD éducation revendique des créations de postes à hauteur des besoins et la baisse des effectifs par classe.

Hôpital Psychiatrique du Rouvray :

« faim de considération » !

Ci-dessous le communiqué de soutien que Sud Education 76-27 a publié le vendredi 25 mai :

« Le syndicat SUD éducation 76-27 tient à apporter tout son soutien à la lutte des salariés de l'Hôpital Psychiatrique de Saint Etienne-du-Rouvray, et en particulier aux grévistes de la faim (depuis le 22 mai). Votre lutte de longue haleine pour exiger les moyens d'accueillir décemment les usagers dans votre établissement est exemplaire. Nous soutenons toutes vos revendications et les partageons. En effet nous sommes conscient-e-s que les politiques du chiffre à tout prix et de la casse de tous les services publics se font au détriment des usagers et des salariés. Pour que les salariés de l'HP aient des conditions de travail correctes permettant un accueil de qualité des patients, il faut en urgence des moyens humains et matériels, il faut des embauches de personnels non précaires et formés. Dans l'éducation nous sommes confrontés à la même logique : nous soutenons d'autant plus votre lutte et la popularisons, car une victoire chez vous serait un signal positif pour tous ! »

Tu as entendu ?
Ils ont envoyé
la police à Tolbiac !



Pour
étudier ?



S.

AGENDA



☞ Jeudi 14 juin 2018 :

Manifestation à Paris des retraités, départ 14h30 Place de l'Opéra

☞ Mardi 19 juin 2018 :

AG de SUD EDUCATION 7627

☞ Jeudi 21 et vendredi 22 juin 2018 :

Stage SOLIDAIRES « tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé ! »

PERMANENCES DE SUD-ÉDUCATION HAUTE-NORMANDIE

Email: sudeduc7627@orange.fr **Sur la toile :** <http://www.sud-education-hautenormandie.org/>

ROUEN :

8, rue de la Savonnerie → Mardi : 14h-16h30

Tel /fax : 02 35 89 89 83 → **Jeudi : 9h -16H30**

mobile 06 68 63 20 05 → **Vendredi : 9h -16H30**

LE HAVRE : 119 Cours de la République

(Maison des syndicats) Tel : 02 32 92 18 85

DIEPPE : Maison des associations, rue Notre Dame,

solidairesdieppe@gmail.com

Permanence chaque 1er jeudi du mois, de 15h à 18h

EVREUX : SUD/Solidaires, Bourse du Travail, 17 ter rue de la Côte blanche, 27000 Evreux. tél : 09 50 50 86 15 (sur RV)